

Les comptes-rendus du



Carrefour d'animation et de participation à un monde ouvert

435 Rue du Roi, Québec (Québec) - G1K 2X1— Téléphone : (418) 525-6187

Octobre 2026

Numéro 371

Bonjour, ce soir nous avons le plaisir d'accueillir comme conférencier messieurs Nicol Tremblay (NT), André Fortin (AF) et Paul-Yvon Blanchette (PYB), trois des fondateurs d'Action Habitation qui ont décrit leur expérience dans un livre publié aux Presses de l'Université du Québec en 2026. Alors sans plus tarder, je vous cède la parole. YC

C'est toujours agréable pour moi de prendre la parole au Carrefour Cardijn que je fréquente plusieurs fois par semaine. Je reconnais les visages de plusieurs d'entre vous. Les débuts d'Action-Habitation coïncident avec les débuts du CAPMO, 1975. Les deux organisations ont 50 ans. On s'est mis un groupe de huit personnes pour écrire le livre. Ensuite, Bruno Marchand a écrit la préface. Robert Fleury, un ancien journaliste au Soleil a été le rédacteur en chef.

Le titre du livre est : « Les débuts du logement communautaire à Québec ». On inclut là-dedans le logement coopératif, le logement administré par des organismes à but non lucratif, mais aussi les HLM, loyers modiques administrés par l'Office municipale d'habitation de Québec, OMHQ. À ses débuts, Action-Habitation qui est un groupe de ressources techniques, ne travaillait que sur des projets de coopérative d'habitation, puis ensuite, ils ont fait du logement social pour des organismes à but non-lucratif. Tandis que les HLM, ce sont uniquement les municipalités qui les ont développés. À Québec, cela représente plus de 5 000 unités de logement.

Soirée mensuelle du CAPMO Jeudi 15 octobre

LES DÉBUTS DU LOGEMENT COMMUNAUTAIRE À QUÉBEC

Vingt ans d'engagement avec Action-Habitation
(1975-1995)

Présentation de Paul-Yvon
Blanchette et André Fortin

Nous mangerons ensemble à
partir de 17h et la discussion
débutera à 18h30



435, rue du Roi

16 participant.e.s

Paul-Yvon Blanchette, André Fortin, Nicol Tremblay, Robert Lapointe, Jean Dionne, Yves Carrier,
Monique Toutant, Isabelle Blais, Brigitte Lasalle, Éric Lapointe, Michel Leclerc, Jean-François Brochu,
René Tellier, Michel Laberge, Ronald Lachapelle, Normand D'Amour

À Québec, il y a 267 coopératives d'habitation qui totalisent 4 500 logements. Au Québec, c'est autour de 200 000 logements qui sont hors marché ou sociaux. (André Fortin est président de la FÉCHAQ, Fédération des coopératives d'habitation de Québec et Chaudière-Appalaches Est.) Il y a 100 000 logements qui relèvent des Offices d'habitation municipale, 70 000 qui relèvent des OBNL et 30 000 qui relèvent des coop d'habitation.

Ce qui est particulier, c'est que pendant les 20 premières années, ce qu'on faisait principalement, c'était des coop. Alors qu'aujourd'hui, les coop sont devenues des exceptions. Maintenant, ce sont surtout des OBNL et du logement public parce que les offices municipaux ont eux-mêmes créé des organismes à but non lucratif pour construire et administrer du logement social. Tout cela pour dire que ce qui est raconté dans ce livre, les coopératives d'habitation, sont en péril au sens de la perte d'attrait pour cette formule qui implique un investissement de temps et d'énergie pour ceux et celles qui y vivent. L'idée d'écrire ce livre avait pour but de mieux faire connaître ces expériences, et aussi, pour essayer de convaincre les décideurs publics et la société civile de recourir davantage au modèle coopératif. Parce que nous étions convaincus que ce mode est différent des deux autres. Le modèle coopératif n'est pas assez connu ni promu. C'est cette finalité que nous avons voulue pour ce livre, c'était notre intention. AF

La présentation de ce soir est en trois parties, 1. le contexte de l'époque, 2. la situation actuelle et 3. quelles sont les solutions possibles de logements communautaires. C'est là que se situe le débat sur l'itinérance qui a occupé de la place dans la campagne électorale.

1. Le contexte des années 1970

La municipalité a commencé à s'intéresser aux HLM dans la ville de Québec, quand il a commencé à avoir des démolitions dans le quartier St-Roch. Celles-ci étaient reliées aux constructions d'édifices sur la colline parlementaire comme le Complexe G, les grands hôtels, l'autoroute Dufrin-Montmorency et le boulevard Saint-Cyrille, aujourd'hui René-Lévesque. En plus, il y avait une panoplie de projets autoroutiers qui promettaient de raser les quartiers ouvriers du centre-ville. Le Parc Jean-Paul l'Allier était aussi un endroit où il y avait des logements qui ont été détruits en même temps que la paroisse Notre-Dame-de-la-Garde, à l'est de Saint-Roch. Tout cela a créé une pression qui faisait peur aux gens. À la même époque, le centre-ville de Hull a été rasé sans offrir aucune compensation aux gens qui ont été évincés de leur logement. Les gens ne recevaient rien. « Prenez vos bagages et allez-vous-en ». Ici, à Québec, c'était un peu mieux. La ville a développé un programme de HLM pour relocaliser les gens le long de l'autoroute Félix-Leclerc comme Place Bardy, il y a l'édifice Marie-de-l'Incarnation au coin de Charest et Marie-de-l'Incarnation. Il y a aussi sur la rue du roi, au coin de Caron, le HLM du Roi qui a huit étages. Ça a commencé comme ça, mais avant qu'il n'y ait des bâtisses plus basses et mieux intégrées dans les quartiers, cela a pris quelques années.

Sur une période d'environ 45 ans, il n'y a eu que quatre coordonnateurs à Action-Habitation, ce qui démontre une très grande stabilité de l'organisme. Nicol a été le premier, de 1978 à 1982, avant qu'il ne quitte avec sa famille pour une expérience de coopération de deux ans au Nicaragua. PYB

Après, il y a eu Jean Dionne, s'il était ici, il parlerait du contexte dans lequel les premières coopératives ont démarré dans les centres-villes. Après cela, il y a eu Paul Ouellet pendant quatre ans, puis Armand Saint-Laurent qui a été coordonnateur pendant presque 30 ans.

J'ai commencé au Comité de citoyens, citoyennes du quartier Saint-Sauveur en 1975. À cette époque, la ville débutait ses premiers programmes de rénovation. Cela s'adressait d'abord aux petits propriétaires, des gens qui sont membres de la Caisse populaire, ils sont sur le conseil de fabrique, au conseil municipal, etc. Alors le petit propriétaire a souvent une maison avec un locataire. C'était les propriétaires et non les locataires qui bénéficiaient de ce programme d'aide à la rénovation. Nous, les coop, quand nous avons vu ce programme d'aide aux petits propriétaires, on s'est dit que les membres des coop étaient eux aussi propriétaires. Finalement, la ville a reconnu que les coopératives d'habitation et les organismes à but non lucratif avaient droit au programme de rénovation au même titre que les petits propriétaires qui rénovaient leur maison. En plus, nous avons utilisé ce programme sous forme de « corvées ».

Nous avons ici la coopérative d'habitation Mon Logis, sur la photo de la couverture, cela se passe en 1978. Nous sommes sur une toiture au troisième étage. Cette maison était abandonnée et barricadée et elles comptait trois grands logements. Nous l'avons achetée pour la somme de 3 800\$. Au début, on ne connaissait pas les codes de sécurité de la construction, donc on ne les appliquait pas. Mais nous avons eu un plaisir immense pendant ces premières années. Après cela, ça c'est corsé et nous avons peu à peu appliqué les normes légales dans notre fonctionnement. Ce sont les belles années que j'ai connues. En 5 ans, la coopérative Mon Logis a acheté huit maisons, ce qui totalisaient 32 logements qui comptaient entre 3 à 5 chambres à coucher. Notre public cible était les familles. C'est l'époque glorieuse des corvées des années de 1974 à 1982. PYB

La souffrance des gens en situation de pauvreté étaient en partie la suivante : Il y avait un chômage relativement élevé et il y avait des gens à l'aide sociale, puis les locataires ne jouissaient pas des mêmes droits que nous avons aujourd'hui. L'insécurité de perdre son logement était terrible. Tu pouvais le perdre ou être augmenté sans pouvoir faire grand chose. Si aujourd'hui 5 dollars ne représentent rien pour nous, à l'époque cela faisait une différence entre conserver un logement ou devoir déménager, souvent dans des logements bien plus froids, moins bien isolés, s'éloigner de l'école ou de son réseau. PYB

Peut-être que les plus âgés s'en rappellent, mais c'était une époque où les taux d'intérêt étaient à 22%, l'inflation à 8 ou 9%, et le taux de chômage chez les jeunes était stratosphérique. Quand je suis sorti de l'université, il n'y avait pas d'emploi, on devenait chômeur. C'était terrible comme contexte économique, fin des années 1970 et début des années 1980. Cela a provoqué beaucoup de problèmes sociaux. Ce ne sont pas les mêmes qu'aujourd'hui. Il y avait beaucoup moins d'itinérance, mais la situation économique était sans bon sens. AF

Jean Lesage a pris le pouvoir à partir de 1960 et le parti libéral a vraiment pensé à la fonction publique avec des édifices au centre-ville. Là où sont situés aujourd'hui les complexes G et H, il y avait des maisons et pas n'importe lesquelles, des demeures cossues de style victorien. En démolissant ce qu'il y avait de plus beau à Québec, les quartiers populaires s'attendaient au pire de la part des administrations municipales de l'époque, les maires Lamontagne et Pelletier qui semblaient de connivence avec le grand capital. Il n'y avait pas de problème à démolir puisqu'ils amenaient la modernité. Vous voyez toute l'insécurité que cela a créé et c'est là-dedans que nous avons commencé notre travail. Cela sans compter tous les autres petits projets de démolition. Une autoroute était prévue le long de la rivière Saint-Charles et une autre le long de la falaise. PYB

Les gens ne s'en rappellent pas, mais ils ont aussi bétonné la rivière Saint-Charles. Ils trouvaient que cela faisait moderne. Moi, je suis de la paroisse Sacré-Cœur, quand j'étais jeune, nous avions nos cabanes dans les arbres au bord de la rivière avant qu'ils ne bétonnent tout. Le soir, on lançait des cailloux dans les lampadaires pour se venger parce qu'ils avaient détruit notre environnement naturel. AF

En 1974, le Comité de citoyennes et de citoyens de Saint-Sauveur a commencé à travailler sur l'idée d'une coop d'habitation. Très vite, a été créée la coop Chez-nous. C'était à la fois un mélange de familles qui avaient besoin de logement, de membres de comités et de petits propriétaires. Il n'y avait pas d'opposition là-dedans. Il y a même des propriétaires qui ont vendu leur maison à la coopérative parce qu'ils avaient l'idée que leurs locataires auraient un logement pérenne où ils ne risqueraient pas d'être évincés. Dans St-Roch a été créée la Coop Saint-Roch I, c'est là que je dois vous parler de Mgr Raymond Lavoie, le fameux curé de St-Roch. Il n'y a en a pas d'autres comme lui dans la ville de Québec, voire dans l'histoire du Québec. Il est unique. Le Curé Labelle est un saint en comparaison avec Mgr Lavoie. Le Curé Labelle avait une stature physique impressionnante et les politiciens avaient peur de lui parce qu'il leur parlait directement. Le curé Lavoie faisait la même chose avec le maire Lamontagne.

C'était un esprit débordant, mais qui ne finissait pas tout ce qu'il entreprenait. En outre, il a fondé l'ACIPF, l'Association coopérative industrielle du pied de la falaise. On y retrouvait une coopérative de jardinage de l'Île d'Orléans, une fabrique de boîtes à fleur pour les gens du quartier, il y avait aussi l'idée d'une des premières coopératives funéraires qui existe toujours, la Coopérative funéraire des deux rives. Ça c'est grâce à Mgr Lavoie qui a même utilisé les congélateurs d'une cuisine de l'église pour conserver les morts. Je ne vous raconte pas une légende urbaine, c'est véridique. Il a aussi fait des villages vacances familles. Un été, il est parti à Vancouver avec un autobus rempli de gens de St-Roch et une fois là-bas, ils ont vendu l'autobus pour revenir en avion. Il a tout fait cela. C'est aussi lui qui a créé la Coop Saint-Roch 1. Il a acheté trois maisons sur la rue du roi, mais cette coop n'existe plus depuis une vingtaine d'années. Les bâtiments ont été vendus au privé. Vous voyez que si on ne remplit pas nos obligations légales, une coop peut mourir.

En 1976, le Parti Québécois prend le pouvoir en promettant une aide pour les habitations coopératives. Parfois, j'aime me moquer des fonctionnaires. La caractéristique du Parti Québécois, c'est qu'il y avait des députés dans toutes les régions. Partout, on réclamait des logements pour les personnes âgées, pour les familles, et cela devenait compliqué de créer des emplois si on ne pouvait pas accueillir les futurs travailleurs et travailleuses. Ce sont les régions qui ont réclamé des coop d'habitation. C'est dans ce contexte qu'est né le programme Logipop, aide à la création de ressources techniques pour les coopératives d'habitation. Alors, le programme Logipop sort en 1977 et Action-Habitation s'incorpore en 1978. Cet organisme est l'union de neuf groupes: le Comité de citoyennes et de citoyens de Saint-Sauveur, dans Saint-Roch il y a le Comité R 10, à Limoilou il y a le MAPEL, Mouvement d'actions populaires Limoilou, dans Saint-Jean-Baptiste, le Comité Saint-Gabriel qui est devenu le Compop. Il y avait donc quatre groupes de citoyens auxquels s'est joint cinq coopératives d'habitation qui ont créé ensemble Action-Habitation. Cela représente environ 260 logements qui ont été rénovés de cette façon.

Est-ce que cette façon de rénover respectait toutes les normes en vigueur ? Est-ce que les rénovations qui ont été faites ont durées longtemps ? Je ne crois pas, mais il y a eu tout un apprentissage de la vie collective. Est-ce qu'il y a eu quelques problèmes ? C'est certain qu'il y en a eu. Est-ce qu'il y a une coop qui n'a jamais eu de difficultés ? Non, mais c'est une formule volontaire. Rappelons-nous que dans une coop d'habitation, personne n'est propriétaire du logement. On y est co-gestionnaire avec d'autres. L'entité est coopérative, mais chacun y est gestionnaire. Si on s'en occupe, je pense que cela peut-être le paradis, mais si on ne s'en occupe pas, là on s'approche d'une autre couche de souffrances. PYB

On le dit dans le livre, souvent, le fait d'être pauvre, c'est que tu n'as pas de pouvoir. Cette théorie s'est écrite bien des années après notre expérience. Maintenant, on regarde ça avec du recul puis on se dit : « Dans le fond, ce que nous avons essayé de faire dans une coop, c'est régler un problème de déficit d'avoir, un problème financier, mais aussi un problème de déficit de pouvoir. » Des gens découvrent tout à coup qu'ils ont un pouvoir sur leur logement. Ils peuvent décider des choses aussi terre-à-terre que la couleur de la galerie, que le modèle de fenêtre, et ultimement quels seront les augmentations de loyer qui seront appliquées. Ils peuvent décider combien il va y avoir de comités, s'ils vont faire la comptabilité ou s'ils vont payer quelqu'un pour le faire pour eux. Au final, ils vont décider. Bien des années plus tard, on se rend compte que cela demeure. C'est pas parfait, parfois il y a des écueils, des échecs, mais cette idée qu'on va distinguer une coop d'un OBNL (Organisme à but non lucratif) autour de cette question de répartition du pouvoir, cela demeure. Un locataire de coop a du pouvoir sur son logement, mais très respectueusement, un locataire de HLM en a beaucoup moins, même chose pour un locataire d'OBNL. Cette notion de pouvoir est importante. AF

Je suis membre d'un conseil d'administration pour une OBNL qui s'appelle le Squat Basse-Ville, je le fais de façon bénévole parce que je trouve important de loger des jeunes qui se retrouvent à la rue. La différence c'est que les gestionnaires ont un rapport extérieur avec l'organisme, ils n'habitent pas là, mais dans une coop, le rapport est intérieur, ce sont ceux et celles qui y habitent qui l'administrent. Cependant, les OBNL demeurent nécessaires parce qu'il y a des gens qui ne sont pas capables ou ne savent pas comment s'organiser, ils ont besoin d'être supportés. Dans un OBNL on veut aider du monde, alors que dans les coop, on veut que les gens s'aident. AF

- * J'ai habité dans plusieurs sortes de coopératives, c'est l'aspect de l'associativité qui est intérieure à soi, c'est l'affaire la plus difficile à réussir. Il faut apprendre à laisser de l'espace à l'autre en soi, sinon on vit en face-à-face plutôt qu'en interface.

Habité dans une coop, fondamentalement, c'est accepté de partager le pouvoir, mais les gens ne sont pas très enclin à cela. Il y a des coop d'habitation où les présidents, présidentes, sont moins démocratiques. Le modèle coop est formidable, mais parfois ce que le monde en font, c'est moins le fun. AF

- * Je pense que nous avons vécu au cours des cinquante dernières années des transformations sociologiques qui font en sorte que les gens sont plus individualistes aujourd'hui. À l'époque, la population était plus jeune, donc plus aptes à prendre en main des aspects comme l'entretien des bâtiments. Je n'ai jamais habité une coopérative, mais les échos que j'en ai c'est que c'est difficile et que les gens ne veulent pas participer. Heureusement, il y en a toujours trois ou quatre qui tiennent le bateau, mais ce sont toujours les mêmes qui s'impliquent.

Dans le livre ce qu'on raconte, c'est à la fois heureux et malheureux, c'est que cette formule se renouvelle. À Québec, peut-être que certains d'entre vous connaissent Cohabita Québec, est-ce que cela vous dit quelque chose ? C'est un très joli petit projet avec 42 logements qui est situé dans le quartier Saint-Sacrement, près du Cégep Garneau. Le seul problème, s'il en est un, c'est que ce n'est pas la même clientèle que les coop des années 1980. Ce sont des gens beaucoup mieux nantis. Par contre, tout ce que tu disais, l'idée d'entraide, d'esprit de communauté, de mettre l'épaule à la roue, ça ils l'ont. Croyez le ou non, il font un repas communautaire avec tout le monde, 100 personnes, à chaque semaine. Ça c'est de la coopération. Oui c'est une communauté, le seul problème c'est qu'on n'est plus du tout dans les mêmes strates de revenus. À Montréal, ils sont en train de développer un truc qui s'appelle Village urbain, exactement sur le même principe, qu'il y ait plus de communautés, plus d'entraide, plus d'identité collective. Je ne veux pas dévier du sujet, mais je fais juste dire : ce qu'il y avait dans les années 1980, ce qu'on a fait demeure et il y a de très bonnes coop qui sont toujours vivantes qui ont été fondées dans ces années-là. L'idée de donner le pouvoir au monde, ça a été repris par d'autres segments de la population davantage favorisés. AF

- * Quand on veut adhérer à une coop, est-ce qu'il ya moyen de savoir la santé communautaire de celle-ci ? On connaît les difficultés possibles, mais cela demeure caché.

Il existe trois aspects qui servent à évaluer la santé d'une coop. D'abord, il y a le bilan de santé immobilier. Le gouvernement oblige toutes les coop d'habitation à faire inspecter leurs bâtiments, à évaluer les coûts des travaux à faire et à présenter un échéancier des travaux. Il a fallu une loi pour qu'ils le fassent. Il y a un autre bilan que vous connaissez, c'est le bilan financier. Mais ça, ça va, les prêteurs s'en occupent. Le troisième bilan qui n'est pas souvent mis de l'avant, c'est ce qu'on appelle le bilan de santé associatif. Si vous avez le même président ou présidente pendant vingt ans, ce n'est pas un bon signe de santé associative.

Je donne beaucoup de formation et j'ai été à Montréal la semaine dernière pour en donner une sur la finance. Il y a une dame qui est venue me voir pour me demander si c'était normal qu'un président et un trésorier de coop ne paient pas de loyer ? Ils nous ont dit que c'était normal. Mais non ce n'est pas normal. Cela s'adonne que c'est le même président depuis une bonne quinzaine d'années. Je vous disais tantôt, le pouvoir c'est dur à lâcher et c'est aussi difficile à répartir. Donc, on a aussi cet enjeu dans les coop. Il y a des personnes qui au fil des années s'approprient le pouvoir. Il y a eu une série d'articles auxquelles on réfère dans le livre, dans le journal le Devoir il y a à peine un an et demi où ils disaient : « On s'est rendu compte que dans certaines coop, les logements étaient loués à des copains. » Du copinage. C'est un comportement naturel de faire confiance aux personnes qu'on connaît. Sauf que quand c'est rendu un clan familial, c'est autre chose.

Cela nous amène à un autre phénomène, dans certaines coopératives, il y a un enjeu de sous-occupation des logements. Le ménage qui a emménagé dans un 5 et demi dans les années 1980 avec 3 enfants, cela fait longtemps que les enfants sont partis et de façon générale, la moitié des couples sont séparés. On se retrouve avec des gens seuls qui occupent des 5 et demi, alors qu'il y a un besoin de grands logements qui est colossal. Je ne veux pas rendre le portrait plus sombre qu'il ne l'est, parce qu'on a fait des choses dont on peut être vraiment fier. Dans la plupart des cas, cela fonctionne. Connaissez-vous la règle de Pareto ? Cette loi constate qu'on passe 80% de notre temps à parler de 20% des choses qui ne vont pas bien. Ça finit par nous faire oublier qu'il y en a 80% des choses qui va bien. J'ai été banquier, prêteur, pour les coop d'habitation pendant 25 ans et je vous dirais que cette loi s'applique. J'ai probablement une coop sur cinq qui est un peu tout croche et les journaux se tirent là-dessus comme la misère sur le pauvre monde, alors que j'ai quatre coop sur cinq qui vont magnifiquement bien, qui entretiennent leurs bâtiments, qui ont des comités de vie sociale, de vie associative. Mais ça, les médias n'en parlent pas. AF

* À part Cohabitat Québec, est-ce qu'il existe des lieux où l'on peut vivre en communauté serrée ? Est-ce qu'il y a de la formation pour le vivre ensemble ? Ce sont-ils dotés de formation en communication non-violente ? Ce n'est pas tout le monde qui a ses connaissances. Il me semble que pour un bien vivre ensemble, cela prend des formations parce que c'est difficile de vivre ensemble.

En co-habitat, tu es membre en attente pendant un certain temps. Tu deviens membre de plein droit une fois que tu as traversé tout ce cursus de formation et que le groupe considère que tu es adéquat pour fonctionner dans ce modèle là. Paul-Yvon et Nicol sont témoins, quand on faisait des coop au début des années 1980, on avait un programme de formation incroyable. On formait les gens à à-peu-près tout, à la vie associative, à la comptabilité, etc. AF

J'ai même donné des cours de tirage de joints, alors que je ne connaissais rien là-dedans. Nous avions un énorme protocole de formation avec Hubert Fortin et Michel Lamote. On avait monté un programme de formation pour les coop. C'est pour ça que ça fonctionnait. Même si les gens l'oublient, on a fait de bonnes choses dont plusieurs sont demeurées, sauf que les gens n'en parlent pas. Cela fait en sorte qu'aujourd'hui quand tu regardes la proportion de logements qui se font dans le cadre des programmes publics, les coop ne représentent plus que 4 ou 5 %, ce qui se construit ce sont des OBNL. Je n'ai rien contre cela, mais une OBNL, ce n'est pas le même truc qu'une coop. AF

- * Une OBNL, c'est beaucoup l'aspect bureaucratique. C'est beaucoup de gestion et tous les travaux sont donnés à contrat. C'est souvent long aussi, cela prend plusieurs mois. Ce sont souvent des gens de l'extérieur parce que cela demande des compétences pointues. Ce n'est pas simple la vie en communauté parce qu'il y a toutes sortes de clientèles.
- * J'ai fait parti du comité de coordination du Parvis. Ils ramassaient du monde qui était prêt à mettre un certain montant pour former un levier d'investissement pour le démarrage de projets de logements. À quel modèle cela correspond-t-il?

Oui, je suis un membre du Parvis, mais pas sur le conseil d'administration. Je ne suis pas courant d'où s'en est rendu actuellement. Grégoire Bissonnette était soucieux que les membres du Parvis qui ont de l'âge et un peu d'épargne s'engagent à la résolution du problème de logement à Québec. Est-ce qu'on peut mettre de l'épargne en commun avec les fondations d'actions communautaires pour encourager un projet d'habitation communautaire ? Cela peut être une OBNL ou une coopérative. Je sais qu'il m'avait parlé de cette fameuse coopérative dans Saint-Sauveur sur le terrain du bar Kérouac. Grégoire disait que si on réunissait un certain nombre de cotisants qui seraient prêts à investir un montant sous forme de prêts, ces sommes pourraient faire la différence pour qu'un projet puisse aller de l'avant. PYB

C'est intéressant comme question. Vous avez tous et toutes réagi lorsque nous avons dit que nous avions acheté une bâtisse de trois grands logements pour 3 800\$. On a fait ça dans les années 1980 avec des hypothèques d'une durée de 35 ans à 8% d'intérêt. Alors en 2010, ils se retrouvent sans hypothèque. Sauf que là ils ne valent pas 3 800\$. Ils valent, en 2010, 150 000\$ pour trois logements. Alors, les gouvernements leur disent qu'ils sont assis sur une mine d'or. Pourquoi faut-il toujours vous subventionner alors que vous êtes assis sur un levier financier colossal ? Il y a un vice président de la SHQ qui a dit : « Les coop sont les Tanguy du logement communautaire. Vous avez une extraordinaire source de revenus qui sont documentés. » On peut faire évaluer une bâtisse d'une coop pour constater que cela vaut 150 000\$ la porte et vous n'avez pas une maudite cent de dette. Pourquoi vous n'utilisez pas cela pour acheter le voisin ou pour faire un pactole colossal et développer une nouvelle coop ? L'État va vous aider pareil. Honnêtement, les OBNL sont davantage capables de faire ça qu'une coop. Il y a une sorte de gestion externe qui est plus pragmatique. AF

* J'ai entendu à Radio-Canada qu'à Sherbrooke, il y avait un organisme d'habitation à but non lucratif que les membres du conseil d'administration ont décidé, sans consulter les membres, de vendre au secteur privé en encaissant les montants d'argent. Les locataires se sont retrouvés pris au piège avec des augmentations de loyer ou des avis d'expulsion.

C'est illégal comme façon de faire, mais encore faut-il qu'il y ait des gens qui prennent cette cause à cœur pour aller devant les tribunaux, avec quels moyens, pour des procédures qui vont durer des années. Cette bataille a duré cinq ans. Puis la semaine dernière, sur la rive-sud de Québec, il y a une OBNL qui a fait la même chose parce que la 3ème partie de la Loi sur les compagnies est moins blindée à ce sujet que ne l'est la Loi sur les coop. AF

C'est intéressant le fait que Jean apporte ainsi que la préoccupation de vivre ensemble, de même que la prise en charge et le partage de responsabilités. Que ce soit en coopérative ou en groupe communautaire, on peut se réunir ou se diviser sur trois affaires faciles à comprendre. Admettons que vous appliquez pour obtenir un logement social dans une coopérative ou un OBNL, vous espérez que la vie coopérative va être agréable, vous n'allez pas vous lancer dans le trouble. C'est ce que vos yeux voient, mais peut-être que ce n'est pas cela. Si vous êtes un membre participant, vous allez tout faire pour que l'idéologie, qu'est-ce qu'on met dans les principes coopératifs, une personne un vote, la solidarité, l'entraide, l'éducation, la prise en charge. Vous espérez que tout cela va se vivre et si vous êtes un administrateur de ce groupe, au fur et à mesure vous travaillez ces questions. Si vous n'êtes pas entraînés au partage de pouvoir et aux responsabilités, vous allez absorber tous les commérages et vous allez participer à les transmettre. Alors, au lieu d'être un élément d'union ou de résolution de situations problématiques, vous allez devenir quelqu'un qui va en rajouter aux problèmes. Ce que vous allez regarder, c'est quelle est la mentalité de ce groupe ? Ce sont des chialeux, des critiqueux, des paresseux. J'exagère, mais cela se résume souvent à ces deux dynamiques. Soit vous êtes les personnes qui vont conduire la locomotive, mais toujours de façon démocratique. C'est un mélange entre idéologie et relations humaines. Il y a une valeur à vivre dans une coopérative, il y a moins de risques, mais il y a une valeur à vivre ensemble. Les humanistes ou les gens qui vivent une spiritualité accordent beaucoup d'importance à la vie communautaire. Il y a plus de bonheur à la vie communautaire qu'à la vie isolée. On peut être heureux isolé sans aucun problème, mais il y a plus de bonheur à être ensemble et bien sûr cela exige de chacun plus d'efforts pour y arriver.

L'autre élément, c'est la qualité de l'administration. C'est là que la question de l'argent arrive. Si c'est mal géré, l'argent, c'est le diable en personne. Est-ce normal que le président et le trésorier ne paient pas de loyer ? Tu parles d'un élément de division. Est-ce normal que la vice-présidente ne paie qu'un mois de loyer sur deux ? Ça ne marche pas. Est-ce normal que le fils de la trésorière ramasse les loyers et que le monde paie en argent et ce n'est pas le montant du loyer qui est déposé dans le compte ? Alors il y a plein de choses comme ça qui peuvent se produire. PYB

Je suis membre de deux organismes où les affaires roulent de manière organisée. Le jardin communautaire Le Tournesol dans Saint-Sauveur devant l'Hôpital du Sacré-Cœur. On est 125 membres, il y a 200 lots, on peut avoir un ou deux lots, mais chaque membre doit faire 18 heures de travail bénévole obligatoire par saison. Le jardin est ouvert 6 mois par année multipliés par 3 heures = 18 heures, plus une corvée de compostage. Si on ne fait pas la corvée de compostage, il faut payer 30\$ de plus par lot pour renouveler l'année prochaine. Si on fait pas les 18 heures, il y a un montant à payer par heure non faite. Tout cela est comptabilisé par les responsables du jardin communautaire. Depuis que c'est comme ça, ça marche!

C'est le genre d'organisation auquel je fais confiance. Une autre organisation à laquelle je participe, ce sont les Scouts de Saint-Sauveur. J'ai occupé ces grandes responsabilités. Surveillez l'affaire. On peut être un élément d'union ou de division. Comme nous sommes au centre-ville, nous avons tout ce qu'il faut pour nous diviser. Lorsque nous achetions un bâtiment pour faire une coopérative d'habitation, il fallait convaincre les locataires occupants de devenir membre de la coop alors que certains n'en avaient pas envie. S'il y avait plus d'opposants que de volontaires, on ne pouvait pas acheter cette maison. Il fallait en plus former ces gens à la vie associative. Revenons aux scouts maintenant. Il s'agissait de la même clientèle que les coop d'habitation. On pouvait être des objets d'union ou bien s'intéresser aux commérages et être objets de division. Mais alors, comment battre de vitesse la division ? C'est faire un plan qui avance au conseil d'administration et le faire passer au plus vite. Si quelqu'un ne vient pas au conseil, on le remplace. C'est ce qui est arrivé à notre aumônier qui a refondé le groupe scout. Il ne venait au conseil que lorsqu'il avait le temps. On le rencontre et on lui demande s'il désire conserver son poste. Depuis ce temps, il ne manque aucune réunion. Je vous dit tout ça, cela peut s'appliquer à n'importe quel organisme. Il y a une structure de gouvernance. J'ai déjà vécu dans un organisme avec un tel niveau de désorganisation que cela le mettait en péril. On a réussi à créer un conseil d'administration solide de quatre personnes qui s'est agrandi à six par la suite. Avec ça nous sommes parvenus à renverser la division et nous sommes arrivés à une efficacité. Parfois, il suffit de choisir notre camp, le camp de ceux et celles qui construisent quelque chose de façon démocratique et égalitaire ou le camp de la démolition, de la division et du commérage. Puis on sait comment ça va virer. PYB

Vous savez ce que Pierre Pelladeau disait sur les conseils d'administration ? « Un conseil d'administration il faut absolument qu'il soit formé d'un nombre impair de personnes pour éviter les situations d'égalité de vote. Et trois, c'est beaucoup trop. » Rire général...

En fait, si on faisait cela à l'époque, c'est qu'on croyait au monde. On croyait que ces gens étaient capables de prendre en main un projet collectif et de le mener à terme. Juste de penser ça à l'époque, c'était révolutionnaire. Il y a un économiste que vous connaissez peut-être qui s'appelle Joseph Shumpeter qui disait : « Si les élites forment le pouvoir de façon récurrente, les gouvernements, les députations, les influenceurs, c'est parce que les gens mal nantis n'ont pas la capacité de prendre des décisions raisonnables. » Il ne reconnaissait pas aux personnes en situation de pauvreté cette capacité de gérer de façon responsable. Oui, les élites croient encore ça. Cette idée date du 19ème siècle. AF

On achetait des blocs appartement et on devait composer avec les gens qui habitaient dedans. On leur parlait, on les formait. La plus belle anecdote que je me souviens, c'est une dame qui s'appelait Gemma. J'étais président de cette coop et elle s'assoit toujours à côté de moi pour que je lui lise l'ordre du jour. À chaque fois, elle me disait qu'elle avait oublié ses lunettes jusqu'à ce que je comprenne qu'elle était analphabète. Je lui ai suggérée d'aller à A-Tout-lire et elle a appris à lire à l'âge de 50 ans. Puis elle est devenue vice-présidente de la coop. Vous comprenez, quelqu'un qui est exclu parce qu'il ne sait pas lire, se retrouve tout à coup à être partie prenante d'une organisation démocratique comme un conseil d'administration d'une coop d'habitation. Suite à cela, cette femme s'est beaucoup émancipée. Ce sont les coop qui ont permis cela. AF

- * Je pense qu'il est normal que dans un groupe il y ait des leaders naturels et d'autres qui se laissent davantage porter par le mouvement. C'est un changement culturel et civilisationnel qui n'est pas que le fait des coop. Il faut réinventer les façons de se mettre ensemble. Souvent, c'est générationnel, on s'associe avec les membres de notre génération et on oublie l'intergénérationnel. C'est toute cette difficulté de se mettre ensemble. J'ai beaucoup appris en fréquentant des aînés.
- * Moi je vis dans une OBNL, cela fait 13 ans. C'est un Toit en réserve qui compte 1 000 logements. Ce que je trouve difficile dans une OBNL, c'est que les locataires ne sont pas vraiment sollicités. On vit dans un système qu'on a du mal à cerner. En même temps, les administrateurs changent continuellement. On a le sentiment que ceux et celles qui nous administrent veulent bien faire, mais qu'ils sont brûlés par l'organisation. Cela devient très technocratique. Parfois je sens que mes droits sont lésés. La moitié des locataires sont subventionnés, l'autre pas. Mais ceux et celles qui sont subventionnés savent ce qu'ils vont payer, mais ils ne savent pas le prix réel de leur logement. L'intention peut être bonne, mais cela prend de la rétroaction.

L'intention du livre et du groupe qui l'a écrit, tout en ayant des débats, ce n'était pas de hiérarchiser les choses en prétendant que les coop étaient supérieures aux OBNL. Ce qu'on se rend compte sur le terrain, c'est qu'ils font tous du social, mais de façons différentes. Par exemple, La Bouée qui est l'équivalent d'un Toit en réserve, et Mères et monde. Alors, ces deux organismes collaborent ensemble pour offrir un logement à de jeunes mères monoparentales. Honnêtement, je ne suis pas sûr qu'une coop le ferait parce qu'une coop n'est pas intéressée à changer de locataires tous les 6 mois et qu'elles soient choisies par une autre organisme partenaire. L'idée c'est de dire qu'il s'agit de modèles d'affaire totalement différents qui conçoivent le social de façon distincte. Il y a des enjeux auxquels les coop répondent mieux que les OBNL, particulièrement en ce qui a trait au pouvoir d'agir, puis il y a des enjeux sociaux auxquels les OBNL répondent mieux. Action-Habitation a fondé le premier OBNL destiné à concevoir des logements adaptés pour des personnes non-voyantes. Personne n'avait jamais fait ça. Il fallait que les architectes construisent un bâtiment adapté au fait que les gens sont non-voyants. Par exemple, dans les barres courantes, il y a des messages en braille pour dire aux gens où ils sont rendus. Il y a des modifications dans les textures des revêtement de sol pour que les gens comprennent qu'à partir de là il est possible qu'une porte s'ouvre. Ils ont inventé un protocole. AF

À l'époque, j'étais au Comité de citoyennes et de citoyens du quartier Saint-Sauveur. Des gens m'avaient demandé de me présenter au conseil d'administration de l'Office municipale d'habitation de Québec, OMHQ. Je ne trouvais pas cela évident. En même temps, ça a été une expérience très enrichissante au sens que l'expérience que je pouvais avoir à Action-Habitation était uniquement à Québec, avec l'OMHQ, je suis allé visiter d'autres offices municipales d'habitation comme celle de Montréal qui est beaucoup plus grosse que la notre. Cela me permettait aussi d'avoir accès à des formations que je ne pouvais pas avoir avant. Je pouvais aussi observer comment cela fonctionnait à l'OMHQ et d'avoir une influence. À ce niveau, je pense que c'est peut-être l'expérience que j'ai trouvée la plus enrichissante.

Je surprenais toujours les autres avec mon point de vue. Quand j'interviens habituellement, j'essaie de le faire de telle façon que les gens se rappellent de ce que j'ai dit. Par exemple, dans le travail que j'effectuais à ce moment là, je me suis organisé pour aller à Montréal pour voir comment cela fonctionnait là-bas. Ce qui était intéressant et ce qui l'était moins. Ça m'a ouvert l'esprit sur un certain nombre de choses. Souvent on ne fait pas attention et on présume que telle personne va être comme ceci ou comme cela. Je pense que c'est une grave erreur que nous commettons. Juste pour vous situez, à l'époque, à Montréal, quand quelqu'un déménageait d'un office pour aller ailleurs, on mettait toutes ses affaires dans un gros camion et il y avait un traitement chimique pour tuer tous les parasites. Cela faisait un peu spécial. Ils prenaient pour acquis que les gens dans les HLM ne faisaient pas attention et ainsi de suite. J'ai posé la question comme je vous le dis là et ils n'ont pas apprécié. À Montréal, c'est vraiment une grosse office d'habitation, il y a beaucoup de problèmes, et je n'ai pas eu l'impression qu'il y avait beaucoup de solutions. Je ne suis pas retourné et je ne sais pas comment cela va maintenant. Ce qu'il faut bien saisir, c'est qu'on est dans des organisations et on aimerait que les gens puissent prendre leur place, mais on manque un peu de formation pour aider les gens. J'ai travaillé beaucoup sur ces questions et je me suis toujours rendu compte que la première raison pour laquelle les gens vont vivre dans une coop d'habitation, c'est que les logements coûtent moins chers. Ils ne rendent pas toujours compte qu'ils doivent s'impliquer. Il y a toujours une dichotomie entre ceux et celles qui s'impliquent et ceux et celles qui ne s'impliquent pas. Toute cette notion peut amener des problématiques importantes si ce n'est pas claire au départ que les gens doivent s'impliquer. NT

Pour continuer sur la lancée de Nicol, dans les HLM de la Ville de Québec, j'ai vu de profonds changements. Ce que je vais dire peut s'appliquer aux coopératives d'habitation et aux OBNL. Admettons que vous avez un problème de sécurité. À une époque, il n'y avait pas de barrure automatique sur les portes extérieures. N'importe qui pouvait entrer et sortir comme il voulait. Si vous prenez un HLM comme Marie-de-l'Incarnation, les jeunes des alentours y entraient et pouvaient briser certaines choses que personne ne réparait. Comment on peut améliorer un problème de sécurité ? On peut penser à la police ou à une agence de sécurité, mais cela ne canalise pas l'énergie des jeunes. Sur Marie-de-l'Incarnation, l'office municipale a construit un petit terrain de basket. À partir de ce moment-là, les adolescents se sont mis à fréquenter le terrain de basket et il y a eu une réduction des méfaits. PYB

Avec la Maison des jeunes l'Ouvre-boîte dans Saint-Sauveur, l'office municipale supervise après les classes un local de musique et ou de peinture au sous-sol du HLM. Ils peuvent faire du bruit comme ils veulent sans déranger les voisins. Ça occupe les jeunes, cela réduit les méfaits. C'est une façon d'évacuer la pression. Aussi, au HLM du roi au coin de la rue Caron, il y a deux ou trois ans, quelqu'un de l'office municipale a demandé aux jeunes de planter des arbres autour de l'édifice, sous forme de corvée, avec la pizza comme forme de remerciements. Savez-vous quoi, les végétaux sont toujours là, personne ne les a arrachés ou brisés. Je suis ébahi. Si on applique ça à une coop d'habitation, cela peut fonctionner. Il y a ce beau film qui s'appelle : « La coop de ma mère ». [La coop de ma mère](#) que je vous recommande. Vous avez là une dame qui organise la vie démocratique et des activités dans l'espace pour fêter ensemble. Le HLM face à la CSN, à côté de PECH, il y a une salle communautaire en bas, cela peut servir pour organiser les activités sociales ou des fêtes de famille. L'office municipale peut y tenir son conseil d'administration de temps à autre, le comité de locataires peut s'y réunir, ce sont des choses que nous pouvons faire dans la vie coopérative. Il suffit juste de bien identifier et de s'associer des personnes. Il faut faire les premiers pas. PYB

* Quand on parle de clientèle, dans l'OBNL où j'habite presque la moitié des locataires proviennent de la désinstitutionalisation en santé mentale. Alors, comment mobiliser ces gens-là ? Ce ne sont pas des lieux pour mobiliser. Ce n'est pas si facile que cela. Moi, j'ai l'impression qu'il y a ceux et celles qui vivent et ceux et celles qui les regardent vivre. Il y a des gens qui ne vivent plus et il y en a d'autres qui essaient de vivre. C'est compliqué parce que dès qu'on fait quelque chose, c'est comme si c'était... Il y a des murs, tout est beau, il y a un beau jardin, mais c'est mort, il n'y a pas de vie. On est dans une autre époque parce que pour se loger, cela prend du crédit maintenant. Aujourd'hui, les enjeux sont différents. On vit à l'envers du bon sens. J'essaie de trouver des solutions pour vieillir en paix. Je sens que là où j'habite, j'ai fait mon temps, mais j'hésite à aller vers une coop parce que c'est un engagement dont on ignore dans quel milieu on entre. Dans le monde de l'agriculture, ils ont créé les fiducies d'utilités sociales pour faire en sorte qu'une terre qui a été cultivée biologique le demeure, pourquoi ne pas faire ça pour l'habitation ? Aux États-Unis, lorsque Bernie Sander était gouverneur du Vermont, il y a des modèles co-housing qui ont été créés. Pourquoi ne pas faire cela ici ? Il faudrait trouver des gens intéressés à investir et à s'investir pour des gens qui souhaitent vivre de cette façon, sauf que le terrain est prêté par la municipalité. Autrement dit la personne est propriétaire de l'espace qu'elle occupe, pas du terrain. Mais pour cela, il faut être capable de mettre cela de l'avant, même pour les jeunes et le faire en intergénérationnel. Imaginons un édifice où il y a une cuisine commune où les gens puissent cuisiner ensemble. Ce ne serait pas à but lucratif et ce serait basé sur un travail en collectivité.

Ça existe, c'est ce qu'on appelle les coop de propriétaires. Il en existe cinq du côté de Sherbrooke. Ils sont en train d'en construire du côté de Montréal. L'équivalent à Québec, c'est Cohabitat. AF

* Oui, mais cela demande des gros moyens. Si on avait une communauté religieuse ou une municipalité qui cèderait des terrains, cela aiderait. Je rêve d'avoir un lopin de terre autour d'un espace de vie, même si ce n'est qu'une mini-maison. Ce sont des modes de vie que nous devrions intégrer.

- * En tenant compte de ce que Paul-Yvon nous rapportait à propos des jeunes et de l'occupation du temps. C'est très bien et c'est extraordinaire. Qu'est-ce qui pourrait se faire pour conscientiser au partage ? Est-ce qu'on peut encore imaginer cela dans une société telle que la nôtre ?
- * Nous avons l'argent contre nous-autres qui nous sépare. C'est la guerre de tous contre tous, c'est ce que j'ai toujours perçu. Pour rêver des projets communautaires, il faut avoir la fibre: l'associativité, l'égalité des choix, de la parole, etc. Habituellement, les extravertis sont plus égaux que les autres. Il va falloir que quelque chose se passe dans notre humanité si on veut être associatif et devenir coopératif. Nous n'avons pas d'ontologie, « savoir être ». Avant nous, c'est le Big Bang, et après nous, c'est le néant. On ne se perçoit plus dans une continuité des êtres. On compense, consomme. Avec Darwin, il n'y a rien pour nous faire rêver, à part de se battre contre les autres. On parle beaucoup de liens sociaux, mais le liant social, où est-il ? Les anciens peuples avaient construit des mosaïques qui tenaient ensemble des siècles et des siècles grâce au mortier, le liant qui tenait les pièces ensemble. Le liant social est une chose qui a disparu de notre perception en entrant dans un mode de pensée linéaire. De la maternelle au troisième doctorat, on est éduqué avec ça, avec un mental qui discrimine, bien ou mal, noir ou blanc. Si on observe comment est fait un tapis persan, il y a les motifs au-dessus, mais en-dessous, il y a la trame qui permet de tracer les motifs décoratifs. Nous sommes réduits au moi-moi-moi, on pratique un mental discriminatif et cela finit par nous isoler des autres et de la vie. On voudrait s'associer, mais nous en sommes incapables. S'il y a des choses qui font qu'à long terme, je me sens en commun. Pour cela, il faut développer une profondeur d'être. Le système capitaliste vampirise les gens et la société. Vous devriez lire « Les Enfants du Verseau » de Marilyn Ferguson, paru en 1980, sur les nouveaux paradigmes. Il y a beaucoup de problèmes, mais il y a aussi des idées qui ont été semées.
- * Mon expérience de coopérative d'habitation est différente de ce que j'entends. J'ai habité pendant 16 ans dans une coopérative qui n'était pas très fonctionnelle, puis j'ai déménagé dans une autre en campagne qui est encore plus dysfonctionnelle. J'ai toujours envie de croire à la coopération et à la vie communautaire, parce que je sais que les projets cela se fait ensemble. Je rêve à mon habitation personnelle que je n'ai pas les moyens de l'acquérir. Je sais qu'il y en a d'autres qui sont dans la même situation que moi. Je me disais que si je commençais à la dessiner, à la concevoir, cela allait peut-être initier le mouvement vers sa réalisation, qu'il était important de poser des gestes plutôt que d'attendre. Je trouve ça difficile de garder l'espoir quand j'ai vécu plusieurs des dérives dont on parle ce soir en ce qui a trait à la démocratie ou au partage du pouvoir. Même dans un C.A., quand il y a du pouvoir, les gens y prennent goût. Je trouve que le logement est un besoin essentiel et là nous avons une crise de l'itinérance. Je ne comprends pas que nous soyons tous et toutes obnubilés sur nos téléphones. Pourquoi on ne s'en occupe pas du problème? Je suis membre du C.A. de ma coop, mais finalement le pouvoir qu'on veut se donner en s'organisant en petit groupe, la bureaucratie et les normes nous l'enlèvent aussitôt. On est juste des exécutants d'une mécanique qui gouverne nos vies.

Chacun fait ce qu'il peut avec ses capacités et ses moyens, mais avec les injustices qu'il y a dans le monde, puis on nous arrive avec l'intelligence artificielle, on s'en va dans le mur et le monde dort au gaz. J'ai peur que nous vivions dans une dictature mondiale et je ne comprends pas que le monde ne se réveille pas. Chacun fait sa petite affaire. J'ai déménagé de la ville pour aller vivre en campagne, et c'est tellement pas la même réalité, la mentalité des gens, les attitudes, c'est très différent. En plus, avec les algorithmes des médias sociaux, on se fait nourrir de toutes nos croyances et chacun vit dans sa bulle. À cause de cela, les jeunes développent leur mentalité d'une telle manière, puis les autres qui réagissent, je ne trouve pas que nous allons dans la bonne direction. Ça manque d'amour.

* Cela me fait penser à un livre que je viens de lire et qui s'intitule : « Penser l'espoir en des temps désespérés ». C'est la situation dans laquelle on se trouve.

Qu'on fasse n'importe quoi, on ne réinventera pas le monde aujourd'hui, mais ce qui importe c'est ce qu'on fait à chaque jour. J'ai fait de la coopération dans un pays en guerre qui avait une population de cinq millions d'habitants. Les Américains ne voulaient pas qu'il y ait un exemple d'un pays qui se prend en main et qui est capable de faire autrement que d'adorer l'argent. Un peuple qui choisit de se mettre ensemble pour construire un pays qui a du bon sens et qui est capable de bien vivre. Nous avons été là deux ans et les Américains ont fait tout ce qu'ils ont pu pour arrêter l'émergence du Nicaragua qui montrait l'exemple qu'un pays de cinq millions d'habitants est capable de mettre son énergie ensemble et fonctionner de façon égalitaire. C'est un exemple que les Américains ne veulent pas avoir en ce monde. Quand on voit des choses comme ça, on devient un peu plus vigilant sur qui mène dans le monde. Actuellement, c'est surtout l'argent des Américains qui mène le monde. Quand on en a conscience, il est certain qu'on fonctionne un peu différemment. Cela signifie de bien analyser ce qui se passe et ce que nos gouvernements nous proposent. Il faut aussi être en lien avec des gens qui veulent faire autrement et se mettre ensemble pour développer des organisations, des groupes et ainsi de suite, qui vont faire la différence entre les gens qui veulent faire de l'argent et ceux qui veulent de façon plus égalitaire, permettre à tout le monde de vivre de façon décente. NT

Les gens comme Nicol et moi qui sommes nés dans les années 1940 et 1950, ont grandi imprégnés d'une culture religieuse et de partage organisé, dans un peuple relativement pauvre. Nos jeunes sont formés à l'informatique et au rendement. Robert tu nous dis qu'il faut espérer dans un monde désespéré. Je répondrais que l'être humain demeure un être libre et il ne veut pas finir esclave de l'argent et des désirs des autres. Il a la possibilité de se libérer seul et avec d'autres, de former ses enfants au partage, d'intéresser 2 ou 3 générations au partage, il peut former et se former. Nicol a dit : « Nous avons inventé une méthode dans les années 1970, il faut être pertinent et à chaque fois il faut trouver la solution. » Certains on apporter des exemples de groupes où la participation n'est pas facile. La vie coopérative n'est pas satisfaisante, peut-être y a-t-il des endroits où cela ne peut pas se corriger. PYB

Si nous prenons l'exemple du conseil d'administration du CAPMO, il aurait pu mourir il y a quelques années, mais cela s'est renouvelé, il y a une permanence et une vie démocratique qui fonctionne. Ce qui fonctionne dans une OBNL peut fonctionner dans une coopérative d'habitation, dans votre vie de famille et dans votre vie de parenté autour de vous. Dans les groupes d'action catholique, nous n'acceptons pas le côté spectateurs, il faut être un acteur, c'est aussi clair que ça. Je refuse les gens qui disent : « Vous devriez faire ceci ou cela. » Je regrette, tu es un membre, on va le faire ensemble. Je peux admettre qu'il y a des choses qui ne sont pas guérissables, mais il y a des choses qui avec deux ou trois bonnes personnes peuvent être remédiées. Je vais donner l'exemple de Monique Toutant qui est récipiendaire de la médaille de l'Assemblée nationale. Si elle a reçu cette reconnaissance, ce n'est pas pour rien. C'est quelqu'un qui a été capable de regarder la réalité, d'en tirer les conclusions et cela paraît qu'elle a fait de l'éducation populaire autonome tout au long de sa vie militante. Elle a la formation, la prise en charge, la compréhension, quand tu t'associes à des gens comme ça dans un groupe, normalement cela devrait bien marcher. PYB

- * On se perçoit comme client partout et je refuse d'être qualifié comme tel. Je suis un individu, j'ai une tête, un cœur et une volonté. Si on se dit coopérant ou participant, il faut se nommer dans ce que nous avons d'amoureux en soi. On parle souvent de la tête, mais on oublie le cœur. Le cœur c'est le liant.
- * Je suis un rêveur, je crois qu'à un moment donné on va avoir une nouvelle société. Peut-être faudra-t-il passer par de la souffrance. C'est pas parce que j'aime ça, j'ai lu un livre qui se situe après une catastrophe mondiale où il reste très peu de monde. Les gens se rencontrent et ils se disent : « Maintenant comment faut-il agir pour que cela ne se reproduise plus jamais ? » L'idée que cet auteur, dont j'oublie le nom, développe, c'est qu'il n'y aura plus d'argent ni de banque. Quand quelqu'un va choisir de s'occuper de la santé, ce ne sera pas parce qu'il veut faire de l'argent, mais parce qu'il aime ça. Il va le faire pour les gens. Comment est-ce qu'il va gagner sa vie ? Il va aller chercher le pain chez celui qui aime ça faire du pain et parce qu'il aime ça, il va en donner du pain. C'est l'argent qui est le trouble. S'il n'y avait pas d'argent, les gens seraient obligés de collaborer. Bon cela ne va pas arriver demain.

Je remercie les conférenciers de ce soir pour cette classe de maîtres sur les coopératives d'habitation et le vivre ensemble. YC

Propose rapportés par Yves Carrier